



Factsheet

Mise à jour: 14 mars 2014

Afrique de l'Ouest et centrale

Programme de Politique de paix de la Suisse

Engagement suisse

La coexistence pacifique des peuples est l'un des cinq objectifs de la politique extérieure de la Suisse. Dans ce contexte, la Division Sécurité humaine du Département fédéral des affaires étrangères soutient les processus de transformation des conflits engagés au niveau politico-diplomatique et dans la société civile en apportant des compétences techniques et méthodologiques ainsi que des aides financières. L'objectif est de régler les conflits d'intérêt non par la force, mais par des moyens pacifiques et de trouver des solutions durables et socialement équitables.

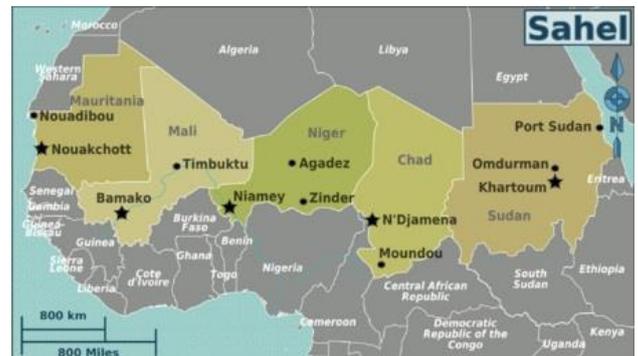
Depuis 2009, soucieuse de l'équilibre de son action dans la zone sahélo-saharienne, la Suisse a bâti un programme régional de politique de paix en Afrique de l'Ouest et centrale. Au Mali, mais aussi au Niger et au Tchad, elle a développé une série d'activités avec divers partenaires, officiels ou de la société civile, y inclus avec des représentants de diverses communautés, en faveur de la stabilité et de la consolidation de la paix dans cette région en proie à des conflits récurrents qui ont de fortes répercussions sous-régionales.

L'objectif de cet engagement est de contribuer à la prévention et à la résolution de conflits (soutien à des processus de paix, des dialogues politiques) et de développer des capacités africaines propres, en particulier francophones, pour la consolidation de la paix, en se basant sur le savoir-faire disponible dans la région.

Cela implique notamment l'appui à des réseaux d'acteurs ouest et centre africains. Pour atteindre ces objectifs, la Suisse collabore de manière diversifiée et complémentaire avec les gouvernements, la société civile et les organisations internationales. Ses actions s'inscrivent dans les cadres stratégiques régionaux et onusiens.

Focus géographique

Le programme de politique de paix en Afrique de l'Ouest et centrale se focalise sur les pays suivants de la zone sahélo-saharienne : Mali, Niger et Tchad.



Il a été défini autour de trois axes principaux :

- un engagement en Afrique de l'Ouest, portant sur le Mali et le Niger ;
- un engagement en Afrique centrale portant sur le Tchad ;
- et un engagement au niveau régional à travers certains partenaires clés, dont la CEDEAO (Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest), de mise en commun et de renforcement de capacités.

Trois conseillers en sécurité humaine, basés à Bamako, N'Djaména et Abuja assurent le suivi du programme sur place.

Cadre stratégique

Adopté en 2009 pour une période de trois ans, le concept d'engagement du programme de politique de paix en Afrique de l'Ouest et centrale a été prolongé de trois ans. Une nouvelle stratégie est en cours d'élaboration. A l'heure actuelle, la Suisse soutient les activités suivantes :

Au **Mali**, la crise multidimensionnelle qui a éclaté en 2012 a conduit à une interruption de certains projets sur place alors que la Suisse contribuait aux efforts de la CEDEAO et de l'ONU visant à une

résolution diplomatique du conflit au nord du pays. En mars 2013, tenant compte des changements intervenus, la Suisse a pleinement repris ses activités et soutient différentes activités visant un retour à la paix et la stabilité. L'appui à l'Ecole de Maintien de la Paix de Bamako, et en particulier le développement de sa composante civile, a pu reprendre suite au retour à la légitimité démocratique. La Suisse est membre du « Comité international de suivi et d'évaluation » de l'Accord de Ouagadougou conclu entre les parties au conflit au nord du Mali. La Suisse est engagée en faveur d'élections paisibles à travers un soutien à l'Institut pour une démocratie durable en Afrique (EISA), qui œuvre au Mali pour renforcer le dialogue entre partis politiques et organes de gestion des élections. Enfin, la Suisse a également contribué à hauteur de CHF 1 million pour le déploiement d'observateurs droits de l'homme dans le Nord du Mali.

Au **Niger**, la Suisse appuie l'organisation de forums de dialogue dans différentes régions, en particulier en collaborant aux activités de la Haute autorité pour la consolidation de la paix (HACP).

Au **Tchad**, la Suisse est engagée dans le renforcement du dialogue entre acteurs politiques eux-mêmes et entre acteurs politiques et représentants de la société civile, dans la promotion et la protection des droits de l'homme, le rapprochement des communautés ainsi que le traitement du passé.

Au **niveau régional**, la Suisse soutient le développement de la composante civile de la force en attente de la CEDEAO. La Suisse est également active sur la thématique du traitement du passé puisqu'elle a notamment soutenu techniquement et financièrement l'organisation de trois conférences régionales sur la justice transitionnelle, qui se sont déroulées à Yaoundé en 2006, 2009 et 2013, en partenariat avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et le Ministère français des affaires étrangères.

Budget pour 2014

Le programme dispose d'un budget de CHF 2,5 millions pour l'année 2014.

Informations additionnelles

DFAE, Division Sécurité humaine, Bundesgasse 32,

CH - 3003 Berne, Suisse

Tel: +41 31 32 23050 / Fax: +41 31 32 38922

E-mail: pd-ams@eda.admin.ch